

Pau, le 19 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0116

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.415-7 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 22 mars 1985 réglementant le régime de priorité au carrefour formé par les rues Ladevèze, de l'Abbé Brémond, du Père Pardies et de l'avenue de l'Église Saint-Joseph ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;

Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics d'instaurer un régime de priorité à l'intersection formée par l'avenue de l'Église Saint-Joseph, la rue Victor Ladevèze, la rue de l'Abbé Brémond, et la rue du père Pardies ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 22 mars 1985 qui réglementait le régime de priorité au carrefour formé par les rues Ladevèze, de l'abbé Brémond, du père Pardies et de l'avenue de l'Église Saint-Joseph est abrogé.

ARTICLE 2 – Les conducteurs circulant avenue de l'Église Saint-Joseph et rue de l'Abbé Brémond doivent céder le passage aux véhicules roulant rue Victor Ladevèze et rue du père Pardies et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Cédez le passage » par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

0 4 MAI 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire